



HAL
open science

La deuxième reconstruction : perceptions de la refondation institutionnelle et de la seconde rentrée parlementaire par quatre doyennes de la démocratie allemande

Agathe Bernier-Monod

► To cite this version:

Agathe Bernier-Monod. La deuxième reconstruction : perceptions de la refondation institutionnelle et de la seconde rentrée parlementaire par quatre doyennes de la démocratie allemande. Allemagne d'aujourd'hui : revue française d'information sur l'Allemagne, 2014. hal-02089904

HAL Id: hal-02089904

<https://normandie-univ.hal.science/hal-02089904>

Submitted on 4 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La deuxième reconstruction : perceptions de la refondation institutionnelle et de la seconde rentrée parlementaire par quatre doyennes de la démocratie allemande.

Agathe Bernier-Monod*

* Doctorante contractuelle en civilisation germanique à l'université Paris-Sorbonne. Sujet de thèse : « De Weimar à Bonn : les femmes députées du Reichstag jusqu'au Bundestag. Parcours politique et travail parlementaire de quatre doyennes de la démocratie allemande, 1918-1957 », sous la direction d'Hélène Miard-Delacroix.

Contrairement à ce que peuvent laisser croire l'imagerie populaire et les ouvrages généraux sur l'Allemagne de l'après-guerre, le rôle des femmes dans la reconstruction ne s'est pas limité au déblaiement des villes. Au-delà de la figure légendaire de la « femme des ruines », des travaux menés depuis les années 1990 explorent la question de l'engagement politique des femmes à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et dans les débuts de la République fédérale, notamment ceux menés par Annette Kuhn¹. Dans un contexte démographique d'excédent de femmes, les commissions de femmes et les membres féminins des partis en phase de reconstitution ont assumé une responsabilité décisive dans la reconstruction.

Cette contribution porte sur la transition démocratique de l'après-guerre telle que la perçurent quatre députées ayant siégé au *Reichstag* pendant la majeure partie de la période weimarienne, puis au *Bundestag* pendant ses premières législatures: Marie-Elisabeth Lüders (DDP/FDP), Maria (on trouve aussi Marie) Ansorge (SPD), Louise Schroeder (SPD) et Helene Weber (*Zentrum*/CDU). Ces représentantes de la première génération de femmes politiques allemandes, qui étaient toutes nées dans les années 1880, ont contribué à l'établissement et à la stabilisation de la démocratie en Allemagne de l'Ouest. Ayant connu une carrière politique d'une longévité exceptionnelle, elles incarnent une forme de continuité personnelle entre les deux républiques allemandes. Elles furent en outre en mesure de comparer les deux premières vagues de démocratisation en Allemagne auxquelles elles avaient participé – 1918-1919 et 1945-1949.

Cette analyse tentera de répondre à la question suivante : comment ces personnalités politiques, formées sous l'Empire et actives politiquement pendant la première république allemande, mais qui avaient perdu tout droit et toute marge de manœuvre pendant le Troisième Reich, appréhèdèrent-elles la transition démocratique de 1945 à 1949 ? Dans quelle mesure le poids de leur expérience passée détermine-t-il leur compréhension de cette deuxième vague de démocratisation ?

Leur action politique dans l'après-guerre se décline sous deux aspects. À partir de l'été 1945, elles participèrent à la refondation institutionnelle de l'Allemagne de l'Ouest à l'échelle locale et coopèrent avec les Alliés occidentaux, reprenant la place qu'elles avaient occupée

¹ Annette Kuhn (éd.), *Politeia: Szenarien aus der deutschen Geschichte nach 1945 aus Frauensicht; Ausstellungskatalog*, Bonn, FrauenMuseum, 1999 ; A. Kuhn, *Mehrheit ohne Macht, Frauen in der Bundesrepublik Deutschland*, Francfort/M., Campus, 1985 ; Corinne Bouillot, Elke Schüller, « “Eine machtvolle Frauenorganisation” - oder “Der Schwamm, der die Frauen aufsaugen soll”. Ein deutsch-deutscher Vergleich der Frauenzusammenschlüsse der Nachkriegszeit », *Ariadne, Almanach des Archivs der deutschen Frauenbewegung*, 27. Mai 1995, p. 47-55; E. Schüller, « *Frau sein heißt politisch sein* »: *Wege der Politik von Frauen in der Nachkriegszeit am Beispiel Frankfurt am Main 1945-1956*, Königstein/Taunus, Helmer, 2005.

au sein de l'élite politique avant 1933. Les années qui suivirent, à partir de 1949, furent marquées par leur seconde rentrée parlementaire, au *Bundestag* de Bonn. Ce retour au parlement fut perçu à l'aune d'une vision idéalisée de leur passé weimarien.

I. Travail de refondation institutionnelle à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale (1945-1947)

Ces quatre politiciennes avaient connu des sorts très différents pendant la période nazie. Toutes avaient été destituées de leurs fonctions parlementaires et politiques en 1933. La conservatrice Helene Weber, qui avait dû quitter son poste de conseillère ministérielle au ministère prussien des Affaires sociales pour « manque de fiabilité politique »², s'était ensuite concentrée sur son travail au sein de l'association professionnelle des assistantes sociales catholiques (*Berufsverband katholischer Fürsorgerinnen*) qu'elle présidait³. Marie-Elisabeth Lüders (DDP), qui avait tenté dans un premier temps d'obtenir les faveurs du régime, fut accusée de « perfidie » (« *Heimtücke* ») et emprisonnée par la Gestapo pendant plusieurs semaines⁴. Suspectée de haute trahison, Louise Schroeder (SPD) vécut dans la pauvreté à Hambourg, puis à Berlin et continua à fréquenter les cercles sociaux-démocrates clandestins⁵. Sans ressources, la social-démocrate Maria Ansorge fut incarcérée plusieurs fois et internée à Ravensbrück à partir de septembre 1944 dans le cadre de l'*Aktion Gitter*, qui entraîna la déportation massive de sociaux-démocrates suite à la tentative d'assassinat contre Hitler⁶.

Dès l'été 1945, bien que fatiguées et désabusées, ces personnalités reprirent leurs activités politiques. Elles commencèrent par s'engager dans des associations ou dans les commissions de femmes (*Frauenausschüsse*)⁷ créées dans l'immédiat après-guerre, contribuant ainsi à reconstituer le tissu démocratique de la société civile. Louise Schroeder remit sur pied en 1946, avec Ida Wolff et Franz Neumann, l'association caritative laïque *Arbeiterwohlfahrt* (AWO) qu'elle avait fondée dès 1919 avec Marie Juchacz⁸. Maria Ansorge

² « politische Unzuverlässigkeit », voir l'article « Helene Weber » dans la base de données « Biorab Weimar » : <http://www.bioparl.de/> (consultée le 15.10.2013).

³ <http://www.bpb.de/geschichte/deutsche-geschichte/grundgesetz-und-parlamentarischer-rat/39156/helene-weber-cdu> (consulté le 13/10/2013).

⁴ BArch R 3001 / 108709, fol. 1.

⁵ Regine Marquardt, *Das Ja zur Politik: Frauen im Deutschen Bundestag (1949 - 1961); ausgewählte Biographien*, Opladen, Leske + Budrich, 1999, p. 122.

⁶ *Ibid.*, p. 57.

⁷ Lüders écrit avoir été active dans une commission de femmes dirigée par Louise Schroeder. L'information reste toutefois à vérifier. Cf. Marie-Elisabeth Lüders, *Fürchte dich nicht: Persönliches und Politisches aus mehr als 80 Jahren; 1878 - 1962*. Cologne, Westdeutscher Verlag, 1963, p. 158.

⁸ R. Marquardt, *op. cit.*, p. 127.

œuvra aussi pour la refondation de cette association à l'échelon local, en établissant une section de l'AWO dans la ville de Marl (bassin de la Ruhr) à l'été 1946⁹.

Elles participèrent également à la recreation de leurs partis. Louise Schroeder contribua à la reconstruction du SPD à l'été 1945, devint secrétaire de la commission centrale (*Zentraler Ausschuss*) du parti à Berlin et en zone d'occupation soviétique tout en étant chargée des questions touchant à l'État social pour le parti jusqu'au printemps 1946¹⁰. Helene Weber cofonda et présida la « communauté de travail des femmes » (*Arbeitsgemeinschaft der Frauen*) de la CDU/CSU. En 1946, elle devint membre du premier parlement du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, et à partir de 1947 du Conseil consultatif (*Zonenbeirat*) de la zone d'occupation britannique¹¹.

Préserverées d'un passé nazi, elles se virent également confier par les Alliés des responsabilités à l'échelon municipal ou régional. Les Alliés, américains notamment, comptaient sur les femmes pour assurer la régénération morale du pays. Les Allemandes faisaient figure à leurs yeux de victimes du national-socialisme, qui s'étaient moins compromises que les hommes. D'après l'historienne Nori Möding, certaines Américaines, officiers ou épouses d'officiers, entrèrent en contact avec des Allemandes au passé irréprochable pour les gagner à la cause démocratique. De même, la section féminine du bureau du gouvernement militaire américain (*Office of Military Government for Germany, OMGUS*) était principalement dévolue à l'éducation politique (*citizen trainship*)¹².

Marie-Elisabeth Lüders fut par exemple convoquée à Berlin par les Alliés soviétiques pour gérer les autorités sanitaires de leur zone d'occupation, avant d'être invitée par les Américains à diriger une école militaire à Oberammergau en Bavière¹³. La social-démocrate Maria Ansorge fut également contactée par les Alliés soviétiques qui lui attribuèrent pour une durée de six mois le poste de maire de Niedersalzbrunn (aujourd'hui Szczawienko), petite commune de Basse-Silésie, avant que la ville ne devienne polonaise et que la population

⁹ Gisela Notz, « Maria Ansorge: "Um unsere sozialistischen Ideen zu verwirklichen, dafür sind wir nie zu alt." », *Jahrbuch für Forschungen zur Arbeiterbewegung*, 2002, n° III, p.129-138, ici p. 134.

¹⁰ Landesarchiv Berlin, E Rep 300 Nr. 23-10, Klaus Sühl, « Louise Schroeder - Ein politisches Frauenleben im historischen Rückblick », dans « *Louise Schroeder zu Ehren* ». *Feierstunde zum 25. Todestag am Donnerstag, den 3. Juni 1982*, s.n.

¹¹ http://www.parlamentarischerrat.de/mitglieder_891_mitglied=97_seitentiefe=2.html# (consulté le 19.09.2013).

¹² Nori Möding, « Die Stunde der Frauen », dans Martin Broszat, Klaus-Dietmar Henke, Hans Woller (éd.), *Von Stalingrad zur Währungsreform. Zur Sozialgeschichte des Umbruchs in Deutschland*, Munich, Oldenbourg, 1988, p. 619-648, ici p. 638.

¹³ M.-E. Lüders, *Fürchte dich nicht, op. cit.*, p. 149-151.

allemande ne soit expulsée. Ansorge était alors chargée entre autres tâches de la dénazification¹⁴.

À cette période, l'état de destruction quasi-totale et de pénurie permanente fit passer les affaires sociales au premier plan. L'expertise que ces quatre personnalités politiques avaient acquise en la matière en tant que députées tout au long de la République de Weimar semblait les destiner à revêtir des fonctions importantes à l'échelon local, qui s'avérait d'autant plus déterminant que les instances décisionnelles fédérales n'avaient pas encore été mises en place. Louise Schroeder devint ainsi maire suppléante de Berlin suite au refus des Alliés soviétiques de valider l'élection d'Ernst Reuter, jugé anticomuniste. Elle dirigea la ville par intérim pendant dix-neuf mois, de mai 1947 à décembre 1948¹⁵.

Un autre aspect essentiel de la reconstruction politique et morale de l'Allemagne résidait dans la formation des jeunes générations politiques, qui avaient été socialisées pendant le « Troisième Reich ». Toutes quatre étaient conscientes de l'impérieuse nécessité d'éduquer la jeunesse. Louise Schroeder affirma lors d'une session du conseil municipal de Berlin l'importance de l'éducation de la jeunesse :

« [...] pensez seulement aux difficultés considérables que pose l'éducation politique de notre jeunesse, puisque la confusion créée par les années nazies n'est sans doute pas surmontée autant que nous ne le croyons nécessaire.¹⁶ »

Helene Weber et Louise Schroeder se sont particulièrement investies dans la formation des jeunes femmes de leurs partis, ont entrepris de leur enseigner l'art oratoire et un mode de pensée politique¹⁷. Louise Schroeder n'aurait pas hésité à confier des responsabilités aux jeunes femmes de son parti¹⁸. Maria Ansorge voyait également dans la mission éducative son devoir principal :

« Nous, les vieux, devons montrer la voie aux jeunes et leur donner la formation et les connaissances dont ils ont besoin pour réaliser notre idée socialiste. Nous ne sommes jamais trop vieux pour cela.¹⁹ »

¹⁴ G. Notz, *op. cit.*, p. 133.

¹⁵ Peter Brandt, *1948 - Jahr der Entscheidungen: Ernst Reuter und der Weg in den Kalten Krieg*, Berlin, be.bra wissenschaft verlag, 2012, p. 16-17.

¹⁶ « wenn Sie ganz besonders denken an die schweren Aufgaben politischer Erziehung unserer Jugend, da die Verwirrung durch die Nazi-Jahre ganz bestimmt noch nicht in dem Maße überwunden ist, wie wir es für notwendig halten », Landesarchiv Berlin, E Rep 300-23 13, « 2. (ordentliche) Sitzung der Stadtverordnetenversammlung von Groß-Berlin », 28 novembre 1946, p.13-14.

¹⁷ R. Marquardt, *op. cit.*, p. 30.

¹⁸ Voir le témoignage d'Edith Krappe dans Manfred Rexin, *Die Oberbürgermeisterin Louise Schroeder*. Emission diffusée le 02.04.1987, RIAS. Reihe Geschichte und Zeitgeschehen, Landesarchiv Berlin, E Rep 300 23 10, NL Schmidt-Harzbach, Ingrid.

¹⁹ « Wir Alten müssen den Jungen den richtigen Weg zeigen und ihnen die Schulung und das Wissen vermitteln, das sie brauchen, um unsere sozialistische Idee zu verwirklichen. Dazu sind wir nie zu alt »: « Mutter Ansorge beschützte Flüchtlinge », *Rhein-Echo*, 6 août 1949, Archiv der sozialen Demokratie, cité par G. Notz, *op. cit.*, p. 136.

Dans de nombreux articles et allocutions, Lüders dénonça la méfiance des femmes à l'égard de la politique et les enjoignit à s'investir davantage dans la vie publique²⁰. Elle affirma enfin avoir contribué de façon concrète à la création de l'Université libre de Berlin, qui participait de ce même désir de donner à la jeunesse une éducation politique solide et saine. Elle écrivit avoir elle-même recruté, lors d'entretiens, les étudiants, qui pour certains rentraient tout juste de captivité, et y avoir enseigné avant que ne commence le déroulement normal des cours²¹. En formant les jeunes générations, ces femmes ont donc à la fois participé au renouvellement de l'élite politique et transmis leur expérience, assurant ainsi une continuité par-delà les ruptures de régime et les générations.

II. La seconde rentrée parlementaire

Après avoir exercé des responsabilités à l'échelon local, à la tête des associations et au sein de leur parti, ces anciennes du *Reichstag* retrouvèrent le chemin du Parlement qu'elles avaient quitté sous la menace en 1933. Bien qu'elles aient siégé à des moments différents – Maria Ansorge de 1951 à 1953 en remplacement du député Karl Brunner, subitement décédé, Marie-Elisabeth Lüders de 1953 à 1961, Louise Schroeder de 1949 à 1953, et Helene Weber, qui avait été également membre du Conseil parlementaire, de 1949 jusqu'à sa mort en 1962 –, il semble que leur « seconde rentrée parlementaire » ait éveillé en elles des impressions similaires. Le plus souvent, ce retour au parlement évoqua des souvenirs du *Reichstag* de Weimar, tout autant qu'un sentiment d'étrangeté.

Il convient de rappeler que les premiers *Bundestag* étaient a priori peu favorables à ces quatre personnalités. Fortement androcentrés, ils comptaient pendant les deux premières législatures en moyenne 8,65 % de femmes. Y souligner la quasi-absence de femmes dans les institutions revenait à s'exposer à la moquerie. En décembre 1949, quand, dans un discours au *Bundestag* en faveur de l'emploi de femmes dans l'administration, Helene Weber déclara : « Pendant le Troisième Reich, nous avons fait l'expérience de ce qu'est un État d'hommes. Un Etat purement masculin, c'est la destruction des peuples ! », elle déclencha l'hilarité de l'assemblée.²² Les vétérans y étaient également nombreux et exerçaient une autorité que les femmes peinaient à affronter. Le personnel politique de Weimar s'y voyait en outre

²⁰ Voir par exemple M.-E. Lüders, Allocution lors de la création du *Frauenring* à Bad Pyrmont, 8 octobre 1949, Landesarchiv Berlin, B Rep 235-15 Nr 25/1 HLA Film 3657; Dr. W., « Geht uns Politik nichts an? Ein Gespräch mit der Alterspräsidentin des Bundestages Frau Dr. E. Lüders », *Neue Welt am Sonnabend*, juillet 1961.

²¹ M.-E. Lüders, *Fürchte dich nicht*, op. cit., p. 170.

²² « *Wir haben im Dritten Reich erlebt, was der Männerstaat ist (Heiterkeit). Der reine Männerstaat ist das Verderben der Völker! (Große Heiterkeit).* ». *Deutscher Bundestag. Plenarprotokolle*, rapport sténographique de la 20^{ème} séance de la première législature, 2 décembre 1949, p. 624.

disqualifié.²³ Celui-ci formait une minorité : seuls 29 députés (7%) du premier *Bundestag* avaient siégé au *Reichstag* ou à l'Assemblée nationale de Weimar.²⁴

Weber, Lüders, Schroeder et Ansorge avaient donc pour tâche difficile de s'y intégrer. Elles se plaignaient globalement du climat qui régnait au Parlement. D'après un témoignage livré par ses nièces, Maria Ansorge aurait été déçue par sa rentrée parlementaire: « [...] tout [était] si froid, ce n'était pas l'atmosphère qui régnait au *Reichstag*. [...] Il n'y avait plus de camaraderie, et même la façon de faire de la politique avait changé. »²⁵ Marie-Elisabeth Lüders et Helene Weber ne se privaient pas non plus de critiquer Bonn. « Helene Weber trouve l'atmosphère au parlement extrêmement insatisfaisante d'un point de vue humain », peut-on lire dans un compte-rendu de séance du groupe parlementaire de la CDU. Elle déclara en outre que davantage de liens entre groupes parlementaires devaient être créés, et que les relations avec les ministres pouvaient être améliorées.²⁶ Pour tenter d'insuffler davantage de convivialité, elle avait proposé d'organiser une soirée pour permettre aux membres du groupe parlementaire de la CDU de faire plus ample connaissance.²⁷

Marie-Elisabeth Lüders dénonçait enfin l'arrivisme et la mégalomanie dont auraient fait preuve les députés du *Bundestag*, contrairement à ceux du *Reichstag* weimarien : « Qu'on compare les comptes-rendus du *Reichstag* à ceux du *Bundestag*. On y voit toujours cette même volonté de puissance, sous toutes les formes envisageables. »²⁸ Elle déplorait également le mauvais fonctionnement de l'institution, son manque d'assistants parlementaires et son bâtiment mal conçu.²⁹ Ces doléances peuvent être interprétées ici comme une réaction négative face à la professionnalisation de la politique et à l'émergence d'un personnel parlementaire d'un type nouveau ressenti comme technocratique et déshumanisé.

Dans ce contexte perçu comme hostile, la référence au *Reichstag* weimarien, constante dans les interventions de ces députées au *Bundestag*, constitue pour elles un gage

²³ Catherine Achin, « *Le mystère de la chambre basse* »: *comparaison des processus d'entrée des femmes au parlement ; France - Allemagne, 1945 – 200*, Paris, Dalloz-Sirey, 2005, p. 76.

²⁴ Thomas Mergel, *Parlamentarische Kultur in der Weimarer Republik: politische Kommunikation, symbolische Politik und Öffentlichkeit im Reichstag*, Düsseldorf, Droste, 2002, p. 100.

²⁵ « [...] alles so kalt, nicht die Atmosphäre, die im Reichstag herrschte. [...] Die Kameradschaft war nicht mehr und überhaupt eine andere Art, Politik zu machen [...] ». Interview des nièces de Maria Ansorge, Helga Bender et Edith Zander, dans R. Marquardt, *op. cit.*, p. 62.

²⁶ « *Frau Dr. Weber findet die Atmosphäre im Parlament menschlich außerordentlich unbefriedigend* ». Helge Heidemeyer, *Die CDU/CSU-Fraktion im Deutschen Bundestag: 2: Sitzungsprotokolle 1953 – 1957*, Kommission für Geschichte des Parlamentarismus und der Politischen Parteien / Archiv für Christlich-Demokratische Politik der Konrad-Adenauer-Stiftung (dir.), Düsseldorf: Droste, 2003. 119^{ème} séance, 11 janvier 1955, p 520.

²⁷ *Ibid.*, 34^{ème} séance, 27 octobre 1949, p. 44.

²⁸ « *Man vergleiche die Protokolle des Reichstages mit denen des Bundestages. Es ist immer der Wille zur Macht, in allen nur denkbaren Formen [...]* ». M.-E. Lüders, *Fürchte dich nicht*, *op. cit.*, p. 191.

²⁹ *Ibid.*, p. 193-194.

d'expérience et donc de légitimité. Lors de l'examen d'une loi, elles précisaient fréquemment avoir déjà travaillé sur un projet similaire deux décennies plus tôt, soulignant ainsi les récurrences de l'histoire. Louise Schroeder signala par exemple que c'était la deuxième fois qu'elle examinait un projet de loi sur la protection de la maternité et que les mêmes arguments s'opposant à l'inclusion des fonctionnaires et des employées de maisons avaient déjà prévalu vingt-cinq plus tôt³⁰. Enfin, dans la commission parlementaire pour la justice et le droit constitutionnel où elles siègèrent, Helene Weber et Marie-Elisabeth Lüders ne manquèrent jamais de rappeler leur participation à la conception des lois dès l'Assemblée nationale de Weimar en 1919³¹.

La référence à Weimar prenait parfois aussi une dimension de reproche, comme s'il s'était agi de rappeler que la République fédérale n'avait pas inventé la démocratie et de prendre la défense de la première République à laquelle elles avaient contribué. Lors d'une discussion portant sur la confidentialité du vote au Parlement, Helene Weber s'exclama :

« [...] que va donc penser l'opinion publique, dehors, de cette jeune démocratie ? – Est-elle seulement si affreusement jeune ? – Mais nous avons déjà eu une démocratie jusqu'en 1933, ne l'oublions pas !³² »

Marie-Elisabeth Lüders contredit quant à elle l'image négative d'instabilité et de violence de la vie parlementaire weimarienne : lorsque le débat houleux autour du projet de Communauté Européenne de Défense (CED) suscita la comparaison avec le *Reichstag* de Weimar, Lüders rétorqua que les comptes-rendus des sessions parlementaires attestaient qu'aucun incident n'était survenu durant les neuf premières années du régime weimarien. « Le *Bundestag* pourrait apprendre des choses de cette époque », conclut-elle. Elle regrettait ici Paul Löbe, président du *Reichstag* de 1920 à 1932, dont les talents de médiateur étaient demeurés inégalés depuis³³. Il faut prendre en compte ici l'amertume qu'a pu ressentir Marie-Elisabeth Lüders, qui jouissait au sein de son parti d'une influence réduite³⁴. Il est en outre fort probable que les réactions défensives de ces quatre femmes politiques traduisent une vision idéalisée et

³⁰ *Deutscher Bundestag. Plenarprotokolle*, rapport sténographique de la 180^{ème} séance de la première législature, 12 décembre 1951, 7525 C.

³¹ *Bundestagsarchiv*, II/16. Ausschuss für Rechtswesen und Verfassungsrecht.

³² « (...) was soll denn die Öffentlichkeit draußen von dieser jungen Demokratie denken? - ist sie denn so furchtbar jung? -, wir haben doch schon einmal bis 1933 eine Demokratie gehabt, und das soll man nicht vergessen! », *Deutscher Bundestag. Plenarprotokolle*, rapport sténographique de la 22^{ème} séance de la première législature, 9 décembre 1949, 682 B.

³³ « [...] der Bundestag könnte also einiges aus jener Zeit lernen. ». M.-E. Lüders, « Das Präsidium entscheidet », *Die Frau im Beruf und Staat, Nachrichten aus der Frauenarbeit*, janvier-février 1953, p. 6-7.

³⁴ Voir à ce sujet Doris Kull, *Marie Elisabeth Lüders (1878 - 1966): Das Leben einer Parlamentarierin zwischen Fortschritt und Tradition*, thèse de doctorat en histoire, Düsseldorf, 1988, p. 219.

sublimée par le souvenir du parlement weimarien. La dimension affective n'est donc pas à négliger ici.

Conclusion

À la fin de la guerre, il semble que des opportunités se soient ouvertes aux femmes via la constitution de commissions de femmes, la reprise en main des partis et des associations et l'exercice de responsabilités locales. La prédominance de la question sociale et de l'échelon local paraissait également les favoriser. Cependant, la fondation institutionnelle de la République fédérale et l'avènement du miracle économique reléguèrent ensuite ces prérogatives au second plan, dévalorisant ainsi le personnel politique féminin. C'est une des raisons pour lesquelles la reformation des élites tendit à évacuer les femmes³⁵. Ce processus d'exclusion des sphères dirigeantes ne tint pas compte de leur participation à la reconstruction. C'est donc dans un deuxième temps que les femmes durent lutter pour conquérir le pouvoir.

Il convient également de se demander si le terme d'« élite » peut s'appliquer à ce petit groupe de femmes politiques. Bien qu'au cœur du pouvoir en raison de leurs fonctions électives nationales, elles demeuraient, du fait de leur sexe, et peut-être de leur âge, confinées à des positions relativement marginales, dans leurs partis comme au Parlement. Cette marginalité est à nuancer pour Louise Schroeder et Helene Weber, les deux femmes les plus puissantes du groupe. Louise Schroeder, qui fut maire de Berlin de mai 1947 à décembre 1948, mais par intérim, resta dans l'ombre d'Ernst Reuter qu'elle remplaçait. Helene Weber, qualifiée de « femme la plus influente de la CDU »³⁶, disposait d'un réseau impressionnant dans le parti comme au Parlement, mais ne parvint pas à imposer ses vues au sein de l'Union Chrétienne.

Le retour de ces femmes au parlement à partir de 1949 démontre la permanence d'une partie de l'élite politique weimarienne en République fédérale. Cette continuité fut favorisée par les Alliés, qui entendaient reconstituer le tissu démocratique allemand en s'appuyant sur les élites qui avaient porté la République de Weimar. Une fois au *Bundestag*, ces représentantes de l'ancienne élite se retrouvèrent toutefois en position de minorité et

³⁵ A. Kuhn, *Macht und Ohnmacht*, op. cit., p. 140.

³⁶ <http://www.bpb.de/geschichte/deutsche-geschichte/grundgesetz-und-parlamentarischer-rat/39156/helene-weber-cdu> (consulté le 13.10.2013).

défendirent des positions parfois désuètes ou en décalage avec la ligne de leur parti³⁷. En effet, ces femmes socialisées sous l'Empire étaient restées fidèles à leurs conceptions d'avant 1933. Des inflexions se firent néanmoins jour dans leur discours. Après s'être pleinement investies pour l'établissement de la première démocratie allemande, elles avaient vu le fruit de leurs efforts réduit à néant par le régime nazi. De ce traumatisme, elles retirèrent une conscience aigüe de la vulnérabilité de la démocratie. C'est pourquoi elles adoptèrent fréquemment, dans leurs discours en séance plénière ou en commissions, une position de vigie, de démocrate avertie mettant en garde contre un éventuel dysfonctionnement des institutions ou le spectre du national-socialisme. Autre inflexion discursive notable: la référence à leur expérience passée est omniprésente et leur fournit une source de légitimité et d'autorité. L'idéalisation rétrospective de Weimar correspond ici à une stratégie défensive. Elles défendaient leur bilan de femmes politiques contre le postulat de la faiblesse et de l'instabilité du parlement weimarien, tenu pour responsable de l'accession des nazis au pouvoir.

³⁷ Par exemple, Louise Schroeder maire de Berlin n'exclut pas au départ de travailler avec le SED, parti unifié est-allemand, et était peu favorable à la politique menée par Adenauer à l'égard de Berlin, à l'inverse d'Ernst Reuter, son successeur à la tête de la ville. Maria Ansorge était une sociale-démocrate issue du mouvement ouvrier de Basse-Silésie, qui aurait certainement mal supporté l'abandon de la doctrine marxiste lors du congrès de Bad Godesberg.